

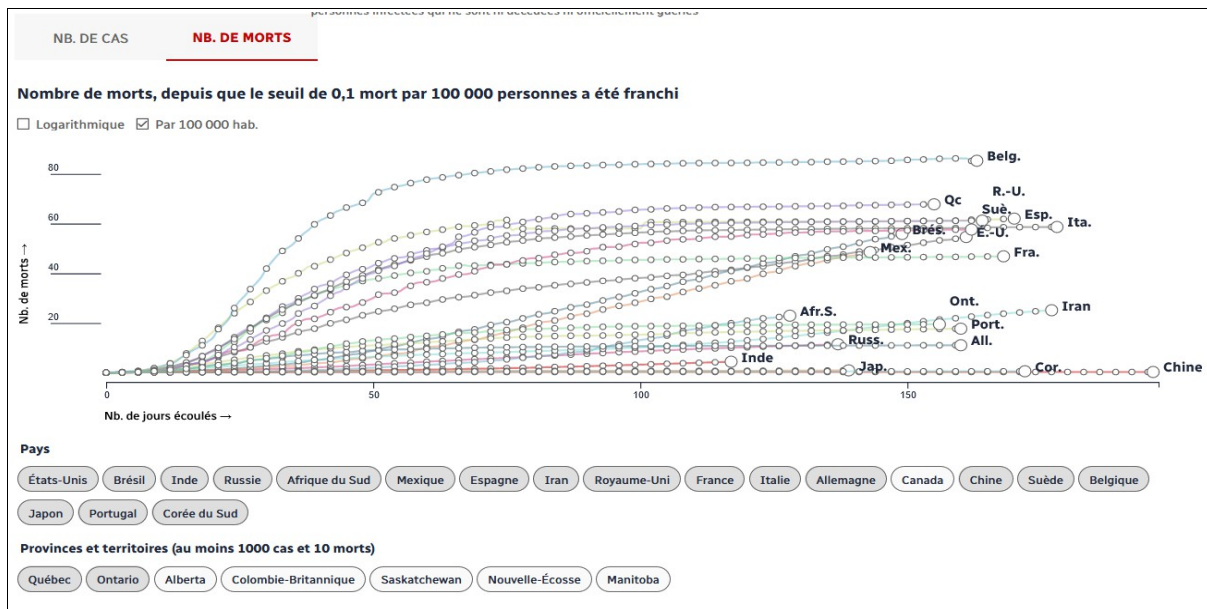
Le Conseil national de Québec solidaire escamote la relance anti-pandémie

Le véhicule privée électrique perpétue l'extractivisme vers la catastrophe

Québec solidaire dégèle enfin son fonctionnement statutaire mais à moitié seulement en tenant un virtuel conseil national «extraordinaire» ce qui permet à la direction d'imposer son ordre du jour et de tronquer les débats au point que le cahier de propositions amendées sera connu seulement 24 heures à l'avance. Au début juin, le groupe Solidaires pour une démocratie interne (SDI), dont le Facebook enregistre 250 membres, a envoyé une missive à toutes les associations locales du parti pour réclamer un conseil national (CN) avant la fin juin suivi d'un CN normal, c'est-à-dire à ordre du jour ouvert, au début septembre. Cette demande est bien sûr caduque mais non l'ordre du jour souhaité soit un bilan du travail politique de Québec solidaire (QS) depuis le début de la crise du coronavirus (travail parlementaire, fermeture du parti, prises de position du parti) et un débat sur le plan de transition de QS et sa révision ainsi que sur le projet d'un « *plan de relance post-crise du coronavirus* ». De plus, récemment, certains membres de SDI ont soulevé des questions de procédure concernant le déroulement du CN qui ne dure qu'une journée, ne permet pas de clavardage entre les personnes déléguées et refoule celles observatrices à l'écoute téléphonique uniquement.

Les trois propositions soumises au CN par la direction sont à ce point larges, vagues et évidentes qu'elles en deviennent tautologiques c'est-à-dire politiquement non pertinentes. Le problématique Plan de transition est liquidé pour être remplacé par le programme c'est-à-dire une masse de propositions tablettées qui permettent à la direction d'aller à la pêche. Rien à voir avec un projet de société qui possède une colonne vertébrale et des axes prioritaires ce qu'aurait pu être un Plan de transition profondément révisé. Au mieux les délégations pourront réagir aux rapports auto-justificateurs de l'avant-midi, dont la présentation écrite ne recèle aucune remise en question, pour critiquer à contre-courant la politique pandémique du parti sans pouvoir faire d'amendements ou de contre-propositions car aucun vote n'est prévu sur les rapports. Pour la direction, son processus printanier de conférences virtuelles essentiellement unilatérales avec prise de parole minimaliste des participantes sans qu'elles puissent communiquer entre elles se substitue au processus statutaire d'un CN préparé par des débats à la base, le tout avec votes. La direction du parti blâme les médias, alibi commode, pour excuser son suivisme vis-à-vis le gouvernement de la CAQ dont la performance pandémique est une des pires au monde comme le rappelle perfidement mais à juste titre le Globe and Mail du 27 août.

Même après une accalmie entre la première vague et une très probable deuxième vague cet automne mêlée avec la grippe saisonnière, au 28 août 2020, le Québec a le plus grand nombre de morts par habitant après la Belgique pour les 19 pays répertoriés par Radio-Canada et les provinces canadiennes même si la situation est pour le moment «sous contrôle» contrairement par exemple aux ÉU, Mexique, Brésil, Iran, Inde et Afrique du Sud (pentes plus accentuées dans le tableau) :



Ne pas se laisser tromper par l'actuelle ambiance «drôle de guerre» de fausse accalmie

En l'absence de riposte de grande ampleur, le mouvement social québécois, de *Québec ZÉN* du Front commun pour la transition énergétique jusqu'à *Relancer et repenser le Québec* des grandes centrales syndicales, creuse davantage le sillon de la collaboration de classe, appelée au Québec concertation, pour s'attaquer aux crises combinées sanitaire, climatique, de la biodiversité et économique, cette dernière la pire depuis celle des années trente. Paradoxalement, cette crise civilisationnelle précipite l'humanité dans du jamais vu plus encore que l'ont fait les massacres des deux guerres mondiales achevées par la déchéance humaine que furent l'Holocauste et Hiroshima car elle ne laisse dans l'ombre aucun pays, chacun étant un front de lutte, et laisse entrevoir jusqu'à un effondrement de la civilisation à brève échéance que ce soit par la terre-étuve ou par une hécatombe pandémique issue d'une zoonose ou encore par une catastrophe nucléaire.

Il serait erroné de se laisser tromper par l'ambiance actuelle fausse accalmie de «drôle de guerre» pendant que chez notre voisin du Sud se conjuguent hécatombe pandémique au sud-ouest, feux de forêts dévastateurs en Californie, inondations records dans le Midwest et ouragans en Caroline du Sud puis en Louisiane. Le peuple québécois doit plutôt s'inspirer de leur grandiose mobilisation anti-raciste où selon le *New York Times* du 3/07/20, « environ 15 à 26 millions de personnes aux États-Unis ont participé aux manifestations sur la mort de George Floyd et d'autres ces dernières semaines. Ces chiffres feraient des récentes manifestations le plus grand mouvement de l'histoire du pays... » et ça continue malgré l'implacable répression de l'État et des groupes paramilitaires d'extrême-droite.

Mais n'importe quel soulèvement — et il ne manque pas depuis le «printemps arabe» de 2011 jusqu'aux actuelles grandes mobilisations au Bélarus, au Liban et en Thaïlande — sans perspective d'un projet de société aboutit à un cul-de-sac qui peut être bénin s'il consolide quelques acquis grâce à une direction démocratique sachant unifier des forces disparates comme en Tunisie et au Soudan mais qui est souvent catastrophique quand il est politiquement éclaté comme en Syrie et en Égypte pour devenir la proie de la droite extrême grâce au soutien de l'impérialisme étasunien ou anti-étasunien. Même un soulèvement récupéré électoralement par l'étatisme *développementaliste* ou le social-libéralisme, comme en maints pays de l'Amérique du Sud, peut finalement virer négativement après de temporaires améliorations populaires.

C'est ce besoin d'un projet de société à construire qui interpelle Québec solidaire (voir mon blogue « [Les soulèvements qui aboutissent se combinent à un projet de société -- Le projet de société serait l'apport clef des Solidaires... s'il existait](#) », 24/08/20). Une source d'inspiration pour ce projet serait le Green New Deal du Parti Vert des ÉU, un modèle de simplicité et de clarté qu'a exposé dans une entrevue son candidat à la présidence, Howie Hawkins, camionneur à la retraite et militant depuis les années 60 : « *Je suis socialiste. Je soutiens un socialisme démocratique et écologique. La plate-forme du Parti vert appelle à une alternative économique au capitalisme et au socialisme d'État antidémocratique.* » Il y a là une source d'inspiration pour le critique du sociale-libérale Plan de transition climatique de Québec solidaire.

S'inspirer du Green New Deal du Parti vert des ÉU

De répondre Howie Hawkins dans cette entrevue (Howie Hawkins et Barry Sheppard, [Elections aux États-Unis : Le candidat à la présidence du Parti vert présente des perspectives socialistes et démocratiques](#), ESSF, 25/07/20) aux questions qui collent tant au fond qu'à la conjoncture sans craindre les sujets qui fâchent, « *Notre Green New Deal écosocialiste met l'accent sur les entreprises publiques et sur la planification dans les secteurs de l'énergie, des transports et de la production manufacturière, afin de mettre en œuvre d'ici à 2030 une transition rapide vers des émissions de carbone de nulles à négatives et une énergie 100% propre.[...] La résolution non contraignante pour un Green New Deal qu'Alexandria Ocasio Cortes a introduite au Congrès a supprimé l'essentiel du Green New Deal du Parti vert, telles l'interdiction de la fracturation hydraulique et de nouvelles infrastructures de combustibles fossiles, l'élimination progressive de l'énergie nucléaire et d'amples réductions des dépenses militaires pour aider à financer le Green New Deal. Le Green New Deal des démocrates a repoussé à 2050 l'objectif de zéro émission de 2030.* »

Sur la « *profonde récession* » : « *Nous faisons campagne pour une "Economic Bill of Rights", une "Déclaration des droits économiques" qui comporte une garantie de l'emploi, un revenu garanti au-dessus du seuil de pauvreté, un logement abordable, le Medicare for All, une éducation publique gratuite de la garde des enfants à l'université et une retraite sûre en doublant les prestations de sécurité sociale. La Déclaration des droits*

économiques fait partie de notre Green New Deal écosocialiste. L'autre partie est le programme de reconstruction de l'économie verte... [...] Notre budget pour ce programme est de 27 500 milliards de dollars sur dix ans et il crée plus de 30 millions d'emplois principalement dans la construction et la production manufacturière. » On peut certes déceler ici une faille du Green Party soit une sous-évaluation de l'importance de la dimension écoféministe et autochtone du prendre soin (care) au cœur du plein emploi écologique. Mais c'est bien pire pour l'oubli complet de cette dimension par le Plan Solidaire.

Sur la pandémie : « ...mettre en œuvre un programme fédéral de tests, de traçabilité et de quarantaine... [...] Une fois la circulation du virus largement contrôlée, nous serions en mesure de rouvrir l'économie et les écoles en toute sécurité avec des mesures de santé publique... [...] ...soutenir les emplois des personnes, les frais généraux des entreprises, le financement des maisons et les loyers, les soins de santé et les revenus et ceci jusqu'à la fin de l'état d'urgence. [...] ...le Green New Deal écosocialiste est désormais nécessaire à la reprise économique, ainsi qu'à la sauvegarde de l'environnement et à la préservation du climat. »

À la question sur le résurgence de Black Live Matter, le candidat du Green Party répond « ...pour la première fois dans l'histoire des États-Unis, une majorité de Blancs et de Blanches soutient un mouvement contre le racisme systémique. [...] Reste à savoir si ce mouvement deviendra un mouvement radical qui visera à modifier les structures du pouvoir, ou un mouvement de réformes... [...] Nous soutenons les revendications de "définancement" et d'abolition, mais nous considérons également indispensable de revendiquer le contrôle par la collectivité sur la police. » Sur l'immigration : « Nous soutenons une ouverture des frontières semblable à celle qui existe au sein de l'Union européenne. Pour travailler, faire leurs achats, passer leurs vacances ou s'établir, les gens devraient être libres d'aller et venir en ignorant les frontières. »

Sur « ...l'organisation de forces pour un changement radical... » : « Quelque 100 millions de personnes, 42% de l'électorat, n'ont pas voté lors de l'élection présidentielle de 2016. Ces personnes sont de manière disproportionnée issues de la classe ouvrière, des gens de couleur et des jeunes. Ils votent en petit nombre parce qu'ils sont étrangers à cet État bipartite du grand patronat. [...] Notre campagne aide nos adhérent·e·s, sur le plan local et au niveau des États, à apprendre à être des organisateurs et pas seulement des militant·e·s. [...] Nous descendons dans la rue, pour défendre nos objectifs et mobiliser les nôtres. [...] ...nous pouvons créer des sections locales du Parti vert dans ces communautés et y être actifs sur toutes ces questions entre les élections ainsi que pendant les campagnes électorales. »

Sur le vote dit stratégique anti-Trump pour les Démocrates : « Trump creuse sa propre défaite. Le Covid-19 lui avait offert la possibilité de se borner à suivre les conseils d'experts en santé publique... [...] ...des dizaines de milliers de personnes meurent des suites du Covid-19 et que des millions sont jetées au chômage, ces dernières perdent leur assurance maladie, parce qu'elle est liée à leur contrat de travail. [...] ...beaucoup de ses partisans voient qu'il est un dangereux menteur compulsif. Il s'effondre dans les sondages. [...] ...les socialistes [...] vont-ils voter pour un programme socialiste ou pour le capitalisme néolibéral de Biden ? [...] ...un faucon de guerre néolibéral. [...] Vice-président des États-Unis, il a assumé la politique de l'administration Obama qui n'a pas poursuivi les hommes d'affaires criminels qui ont volé la moitié de la richesse de "l'Amérique noire" par des prêts hypothécaires prédateurs, des saisies et des fraudes à la "robo-signing" (signature robotique) qui ont volé des millions de maisons. [...] Les socialistes ne peuvent pas compter sur le Parti démocrate pour lutter efficacement contre la droite. »

« Les démocrates n'ont pas de solutions aux problèmes de vie ou de mort auxquels nous sommes confrontés avec le climat, les inégalités et la nouvelle course aux armements nucléaires.[...] Le Bulletin des scientifiques atomiques a déplacé sa Doomsday Clock, l'Horloge de l'apocalypse au plus près de minuit. »

Quel pourrait être le plan de relance anti-pandémique voté par le prochain CN ?

L'alternative exige d'agir avec la résolution et l'énergie des stratèges capitalistes qui ne craignent pas d'appliquer la théorie du choc popularisée par Naomi Klein pour maintenir l'*austéritaire* capitalisme de moins en moins néolibéral. La stratégie consiste à déployer un immédiat programme de transition dont le but est de mater la pandémie tout en pavant la voie pour arrêter net les émanations de GES d'ici dix ans et la destruction de la biodiversité en commençant par leurs habitats facteur clef pour freiner les zoonoses. Cette tâche gigantesque exige la totale mobilisation de l'humanité autour de son noyau prolétarien, d'où le plein emploi écologique avec son complément de baisse drastique du temps de travail obligatoire sans baisse du niveau de bien-être qu'assurera une société éco-féministe et éco-autochtone de prendre soin afin de libérer le temps de la

démocratie intégrale et du créatif et innovateur travail libre.

Il faut sortir de l'ornière cul-de-sac du retour à la dite normale mais moins productive alors que l'on sait très bien que la loi capitaliste de la compétitivité va pousser le patronat, grand, moyen et petit, à prendre des raccourcis par rapport aux mesures sanitaires... pour aller plus vite vers la dite immunité collective c'est-à-dire l'hécatombe des aînées, des malades chroniques et des pauvres se débarrassant d'un poids mort lestant le profit. La profonde crise économique qui s'installe laissera un haut taux de chômage qui affaiblira durablement le rapport de forces populaire face au patronat et gouvernement. L'affaiblissement durable des PME favorisera leurs acquisitions par les grandes entreprises tout comme la fusion de ces dernières.

On comprend maintenant qu'un plan de relance alternatif transitoire vers un Plan climatique et biodiversité ne saurait être post-pandémique mais anti-pandémique. Et il ne faut pas oublier qu'un plan de relance anti-pandémique n'est que la porte d'entrée du projet de société que devrait être le décevant Plan de transition Solidaire qui parie sur la réforme, fort modéré et en trompe-l'œil, d'un capitalisme irréformable qui conduit l'humanité dans le mur. La priorité immédiate consiste à freiner la pandémie jusqu'à la vaccination efficace de toute la population mondiale en commençant par les personnes les plus à risque à cause de leur vulnérabilité d'âge et de comorbidité ou de leur «travail essentiel» et sans oublier les plus marginalisées et exclues.

- La réquisition / mise en tutelle / socialisation des entreprises pour la fabrication d'EPI et de médicaments complétées par des échanges contractuels avec les provinces et les pays les plus proches;
- Le droit syndical et individuel de fermer un lieu de travail si les mesures sanitaires sont déficientes;
- La mise sur pied d'un système de test, traçage et mise en quarantaine couvrant toute la population en commençant par les personnes les plus à risque, rapide (moins de 24 heures) et obligatoire quitte à loger convenablement et gratuitement les personnes à risque pour leur quarantaine;
- L'interdiction de toute activité ne pouvant assurer le respect des règles sanitaires, dont la distanciation de 2 mètres et le port du masque, à pourvoir gratuitement, à l'intérieur et à l'extérieur à forte promiscuité;
- La socialisation (nationalisation-démocratisation) immédiate de tous les soins aux personnes aînées et handicapées et nouvelles embauches massives, si les 10 000 nouvelles employées ne suffisent pas, en particulier pour les soins à domicile;
- La réquisition immédiate d'édifices et l'embauche supplémentaire – l'équivalent ou plus des 10 000 préposées aux aînées – pour que l'éducation soit assurée pour toutes et tous dans des locaux assez vastes afin d'assurer les mesures sanitaires et la reprise des activités parascolaires et de sport-étude seulement dans la mesure où elles s'avèrent sans risque important;
- La généralisation de garderies publiques dans les plus brefs délais à tous les enfants d'âge pré-scolaire y compris la réquisition et construction d'édifices et l'embauche supplémentaire de personnel;
- L'immédiate offre de convention collective pour le secteur public qui booste les salaires, particulièrement des hausses forfaitaires, et surtout les conditions de travail (les ratios et planchers d'emploi) surtout pour les bas-salariées ce qui suppose des substantielles embauches;
- La réquisition de logements (Airbnb, condos et logis spéculatifs) et hôtels et leur transformation définitive pour loger les sans-abris, les mal logés et les femmes violentées ou leurs conjoints;
- La transformation de rues en définitifs corridors piétonniers et cyclables y compris pour les conditions d'hiver;
- La gratuité du transport en commun et sa bonification dans la trame urbaine et routière (autobus électriques, tramways, trains de banlieue et interurbains);
- La transformation de la PCU, avec gouvernemental du minimum vital, en revenu minimum garanti sans condition ce qui appelle une hausse du salaire minimum à 20\$ l'heure;
- La libération des prisonniers selon les normes de la Ligue des droits et libertés;
- La régularisation de tous les réfugiés et autres sans papier surtout que plusieurs sont des «anges gardiens» y compris l'accueil de ceux soi-disant illégaux conformément au droit international;
- Le définancement de 50% du budget des forces policières et l'affectation du budget libéré au développement socio-économique des quartiers racisés;
- La mobilisation pour l'été prochain de la jeunesse pour le jardinage urbain par la réquisition des terrains gazonnés et le soutien de ceux et celles prêts à aller travailler aux champs;

- La possibilité pour les travailleurs agricoles de l'extérieur de l'acquisition du statut d'immigrant reçu et le droit de se syndiquer;
- La forte imposition supplémentaire des transnationales et grandes entreprises, et de leurs grands actionnaires, profitant de la pandémie à commencer par les GAFAM;
- La prise de contrôle étatique des banques suite à leur soutien massif par la Banque du Canada;
- La socialisation au prix du marché, actuellement fortement dévalorisé, des entreprises pétrolières et aériennes tout en garantissant l'emploi puis le recyclage de leurs travailleurs suite à l'interdiction de toute exploitation et transit d'hydrocarbures sur le territoire québécois et la revendication du gel immédiat de l'extension de la production canadienne d'hydrocarbures puis son arrêt sur dix ans;
- La participation gouvernementale et des travailleurs à l'actionnariat des entreprises secourus par les nouveaux programmes gouvernementaux au prorata de l'aide reçue;
- La suspension immédiate du remboursement de la dette publique et la réduction du budget militaire;
- Le contrôle autochtone du confinement sur leurs territoires y compris pour l'ouverture-fermeture des mines limitrophes et le soutien sanitaire équivalent à celui des non-autochtones;
- Le financement de l'Organisation mondiale de la santé pour compenser l'odieux retrait étasunien;
- La participation québécoise et canadienne au fonds de l'ONU pour les pays dépendants;
- L'annulation des dettes publiques des pays les plus pauvres aux institutions financières internationales et aux États
- La gratuité d'un éventuel vaccin et l'organisation de sa distribution par l'OMS

Le capitalisme a mis en branle depuis longtemps son plan de relance basé sur le véhicule électrique

Le vidéo « *Sommes-nous dépendants des voitures?* » du groupe Territoire démontre efficacement le coût monétaire farouche, privé et public, du système de transport des personnes basé sur la propriété privée de l'auto solo sans compter ses conséquences délétères sur la santé et la convivialité urbaine. Moins clairement il pose l'alternative du transport public y compris l'autopartage. Cependant il passe rapidement sur la question cruciale des GES en laissant entendre la nette supériorité à cet égard de l'auto électrique — il aurait fallu préciser la mondialement exceptionnelle auto hydroélectrique — ce qui amène la vidéo à ne pas remettre en question la propriété privée automobile. Pourtant le véhicule privé est au cœur de l'aménagement de la ville tentaculaire énergivore, extractive et destructrice de terres agricoles et de nature vierge dont le corollaire est la propriété privée des maisons unifamiliales. La vidéo n'explique pas que ce système irrationnel d'aménagement de l'espace résulte du choix du complexe automobile-pétrole-construction-finance, dont l'élément pétrole laisse lentement la place à l'électricité-électronique, d'imposer une société de consommation de masse perpétuant une croissance de bonheur de pacotille de chacun pour soi indispensable à l'accumulation du capital menant l'humanité dans le mur de l'invivable planète-étuve.

Cette société de consommation de masse à la mode capitalisme vert reposera sur une pléthore de mines à ciel ouvert dont chacune d'entre elles est une catastrophe écologique à leur échelle et qui seront globalement l'équivalent écologique de l'extraction des hydrocarbures d'aujourd'hui. Il est politiquement regrettable que l'extractivisme des hydrocarbures soit ce train qui en cache un autre. Ce qui amène maint écologiste à prendre à la légère et même à approuver la substitution des véhicules à essence par ceux (hydro-)électriques dont la fabrication, en particulier des batteries, est plus extractiviste hors pétrole que celle à essence. Plusieurs, dont le Plan de transition Solidaire, s'en tirent avec le passe-passe du « moins possible » pour conjurer la consommation de masse et ses corollaires de pollution-GES et d'étalement urbain. Cette pirouette fait fi des rapports de forces réellement existants qui permettent aux transnationales de l'automobile et aux GAFAM-Tesla, soutenus par la Finance et bien appuyés par nos gouvernements qui subventionnent déjà généreusement les véhicules privés électriques tout, comme la CAQ, en soutenant et facilitant hypocritement mines de lithium et de fer, construction d'infrastructures routières et trains aériens et métros abandonnant la rue aux « chars », d'élargir cette brèche-capitulation jusqu'à une nouvelle orgie extractiviste qui n'éliminera pas l'ancien mode extractiviste pas plus que le pétrole ne s'est substitué au charbon. L'urgence climatique impose l'interdiction des véhicules privés d'ici 2030 à être remplacées par du transport public collectif dans la trame urbaine complétée par un autopartage communautaire.

Déjà, il y a plus d'un siècle, l'avertissement anti-extractiviste de Karl Marx se faisait entendre

Bien avant 1900, « [d]ans *Le Capital*, [Karl Marx] s'appuie notamment sur le traité de Justus von Liebig dont l'un des « immortels mérites » est pour lui d'avoir développé « le côté négatif de l'agriculture moderne » (I, 566). Dans ses *Letters on modern agriculture*, Liebig énonce en effet de manière très claire le risque d'épuisement des sols : "Le pouvoir productif d'un champ auquel on soustrait en permanence quelque chose ne peut augmenter ni même se conserver. Tout système agricole fondé sur la spoliation de la terre conduit à la pauvreté". Pour lui, "l'agriculture rationnelle repose sur le principe de la restitution ; en rendant aux champs les conditions de leur fertilité, le paysan assure leur permanence" (pp. 143-144). » (Michel Husson, [Marx a-t-il inventé l'écosocialisme ?](#), À l'Encontre, 21/12/17)

« Et tout progrès de l'agriculture capitaliste est non seulement un progrès dans l'art de piller le travailleur, mais aussi dans l'art de piller le sol ; tout progrès dans l'accroissement de sa fertilité pour un laps de temps donné est en même temps un progrès de la ruine des sources durables de cette fertilité. Plus un pays, comme par exemple les États-Unis d'Amérique, part de la grande industrie comme arrière-plan de son développement et plus ce processus de destruction est rapide. Si bien que la production capitaliste ne développe la technique et la combinaison du procès de production social qu'en ruinant dans le même temps les sources vives de toute richesse : la terre et le travailleur. » (Karl Marx, *Le Capital*, Livre I, pp. 566-567, PUF, 1993)

Marc Bonhomme, 30 août 2020

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca